

Vers la publication de la liste des magistrats qui "font la honte au Burundi"

RFI, 09 août 2011 Au Burundi, les avocats manifestent à nouveau le bras de fer entamé avec l'arrestation de trois avocats en juillet entre le pouvoir et l'ordre des avocats du Burundi, se poursuit. Les avocats ont relancé depuis lundi 8 août 2011 leurs manifestations devant le palais de justice de Bujumbura, pour réclamer la libération de leur dernier confrère encore en prison. Les avocats burundais se disent plus déterminés que jamais. Ils ont annoncé qu'ils vont manifester chaque matin pendant une semaine devant le palais de justice, en attendant la libération de leur confrère. Après la libération de leurs deux confrères la semaine passée, les avocats du Burundi se disent plus déterminés que jamais. Environ soixante-dix, portant tous la toge, ont repris hier matin leur manifestation devant le palais de justice de Bujumbura. Une lampe ou une bougie allumée, dans une main, une pancarte exigeant la libération de Me François Nyamoya, dans l'autre, les avocats burundais ont voulu dénoncer silencieusement l'arrestation et la détention, illégalement leurs yeux, de leur Confrère. « C'est un signe pour dire que nous sommes à la recherche d'une justice perdue », a expliqué Me Gervais Rufyikiri, le bâtonnier burundais. Me François Nyamoya, porte-parole d'un parti burundais d'opposition, est poursuivi pour subornation de témoins dans une affaire qui remonte à 2003. Selon la loi burundaise, un tel délit est prescrit après trois ans. Beaucoup se demandent donc pourquoi cet avocat a été jeté en prison. Le bâtonnier burundais, qui sort juste de prison pour outrage à magistrat suite aux propos tenus au cours d'une manifestation en faveur d'un conseiller qui avait été arrêté, n'a pas caché ses mots encore une fois. « Tous ces magistrats emploient à arrêter des gens illégalement pour les jeter en prison, nous allons les recenser et les publier à la face du monde, parce que ils font la honte à ce pays », a déclaré Me Rufyikiri. Les avocats ont annoncé qu'ils vont manifester chaque matin pendant une semaine devant le palais de justice en attendant la libération de leur confrère.